

<https://www.economiedistributive.fr/La-rupture-tranquille-grace-au-BCG>



La "rupture tranquille" ... grâce au BCG !

- La Grande Relève - N° de 1935 à nos jours... - De 1998 à 2009 - Année 2007 - N° 1072 - janvier 2007 -

Date de mise en ligne : mardi 30 janvier 2007

Copyright © Association pour l'Économie Distributive - Tous droits réservés

La consultation d'internet n'est pas sans danger, puisque tout peut y être dit. Il ne faut donc la faire qu'avec prudence et circonspection. Mais ce que nous y apprend Agora Vox, et que nous rapportons ci-dessous, s'appuie sur de sérieuses références, indiquées en marge :

Sommaire

- [Restructurer la France ... comme \(...\)](#)
- [La rupture tranquille... sous \(...\)](#)

Sarkozy, c'est peut-être la rupture tranquille, mais sous influence américaine. La nouvelle n'a pas fait grand bruit et pourtant elle est révélatrice de la "méthode Sarkozy". En fait, il ne s'agit plus de poser maladroitement aux côtés de Bush pour la postérité, mais bien de laisser les stratèges américains s'occuper de l'avenir de la France.

En effet, et c'est Le Figaro [1] qui le confirme, Nicolas Sarkozy a demandé au Boston Consulting Group, une société américaine de conseil en stratégie, de participer à l'élaboration de son programme économique.

Passons sur l'incroyable aveu d'impuissance de l'UMP qui semble donc ne pas posséder les têtes pensantes capables d'élaborer un programme économique. Et penchons-nous sur le Boston Consulting Group, la nouvelle égérie de Sarkozy :

Fondé en 1963 par Bruce Henderson, préalablement vendeur de Bibles d'obédience républicaine [2], le Boston Consulting Group est devenu célèbre pour avoir créé une matrice dite "BCG", enseignée dans toutes les écoles de management [3].

Cette société possède des bureaux partout, y compris en France. Cette internationalisation permet aux États-Unis de peser sur l'économie mondiale en fixant les normes, c'est-à-dire en fixant ce qu'il faut penser en matière de management et d'économie : un ultralibéralisme qui ne trouve pour limite que les intérêts américains.

Car le BCG ne cache pas sa nature, ni ses objectifs. Comme l'indique son site Internet à Bruxelles, « il n'y a aucune limite à l'influence des consultants du BCG » [4]. Le BCG a pour "philosophie" (ou pour idéologie ?) "la rupture" avec l'ensemble des modèles sociaux au profit... du profit. C'est ainsi que cette firme participe à de nombreux regroupements d'entreprises et à de grands projets de délocalisation, notamment en Chine, ce qui apparaît clairement sur le site Internet de son siège aux États-Unis [5].

Restructurer la France ... comme une multinationale ?

Le BCG exprime clairement sa volonté d'imposer le modèle ultralibéral, il l'annonce ainsi sur son site : « Spécialisée dans le management, le BCG est perçu comme le leader mondial du consulting stratégique. Notre firme a construit ses pratiques mondiales sur son leadership intellectuel et a aidé nombre de multinationales à modifier leur approche pour les rendre plus compétitives. Nos concepts sont enseignés dans les meilleures écoles de management partout

dans le monde. [...] Le BCG a ainsi pour clientes 500 des plus grandes entreprises en Amérique du Nord, Asie, Europe et Australie » [6].

Et pour cause, car le BCG, qui affiche une santé de fer, place en tête de ses compétences la restructuration d'entreprises avec pour objectif la performance financière.

Mais peut-on considérer la France comme une entreprise ?

Car cette boîte de conseil a pour principaux clients des entreprises et non pas des États, ce qui permet d'émettre de sérieux doutes sur sa capacité à entrevoir l'ensemble des enjeux sociaux et politiques que pose la conduite des affaires d'un État : on ne licencie pas des citoyens comme des employés chinois, et on ne délocalise pas la France comme on restructure une multinationale !

La rupture tranquille... sous influence des États-Unis.

Cette intrusion d'une des plus grosses et des plus influentes boîtes de consulting américaines laisse songeur, car il n'est pas seulement question d'approche (ultra)libérale, mais aussi de l'indépendance de la France : un grand nombre de propositions du volet économique du programme de l'UMP sont sorties des séances de travail effectuées entre les troupes de Sarkozy et du (décidément très influent) Boston Consulting Group.

Finalement, le candidat Sarkozy posant aux côtés de Bush, ce n'était pas une maladresse, mais un signe.

Ce qui semble n'affoler personne.

C'est ce qu'un candidat aux plus hautes fonctions dans notre pays nomme "la rupture tranquille".

[1] Voir l'article du Figaro à l'adresse internet suivante :

http://www.lefigaro.fr/election-presidentielle-2007/20061106.FIG000000304_comment_sarkozy_a_prepare_son_programme.html

[2] Voir : http://en.wikipedia.org/wiki/Bruce_Henderson

[3] Voir : http://en.wikipedia.org/wiki/Boston_Consulting_Group

[4] En bas de page de http://www.bcg.be/05OurTeam/5_3.asp on lit : « Il n'y a pas de limite à l'influence de nos consultants ».

[5] À propos de BCG, conseil en délocalisation en Chine et Inde, lire : http://www.bcg.com/our_expertise/practice_area.jsp

[6] Pour savoir quel est le "job" de BCG, lire : http://www.bcg.com/news_media/news_media_background.html et pour "sarkozy sous influence du BCG", lire : http://www.solidariteetprogres.org/spip/article.php3?id_article=2451